



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

C.C.T.P

**GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE
MODERNISATION DE L'HOPITAL EDOUARD HERRIOT – PHASE 2**

Pavillon E

Construction et restauration de plateaux d'hospitalisation

Opération n° 210359

**MARCHE DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA
SANTÉ de niveau 1 (CSPS)**

Juillet 2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION.....	3
2.2 - Montant prévisionnel des travaux et calendrier prévisionnel	5
ARTICLE 3 - DEROULEMENT DE LA MISSION	5
3.1 - Généralités	5
3.2 - Phase conception	6
3.2.1 Plan Général de Coordination (P.G.C.).....	6
3.2.2 Autres prestations dues par le coordonnateur sécurité en phase conception	6
3.3 - Phase préparatoire du chantier	8
3.4 - Phase réalisation	8
3.5 - Phase « année de parfait achèvement »	10
ARTICLE 4 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR	10
4.1 - Moyens matériels.....	10
Procédures de transmission des documents et informations.....	10
4.2 - Moyens administratifs	10
ARTICLE 5 - MODALITES DE LA PRESENCE DU COORDONNATEUR	11
Annexe 1 – Système de gestion électronique de données	13

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

Le présent CCTP définit le contenu de la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Dans le présent CCTP, le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé sera désigné sous le vocable " coordonnateur sécurité ".

La mission du coordonnateur sécurité comprend l'ensemble des éléments indiqués dans les textes cités au CCTP, et notamment le décret n° 94.1159 du 26 décembre 1994 repris dans les articles ci-dessous, c'est-à-dire la prévention des risques et la protection de la santé des intervenants du chantier, riverains et futurs intervenants (entretien, maintenance, rénovation).

ARTICLE 2 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Le projet consiste à doter l'hôpital Edouard Herriot d'un plateau d'hospitalisation médico chirurgical, clé de voûte d'un parcours optimisé pour l'hospitalisation.

La présente consultation porte sur la mission CSPS de la conception et de la réalisation du pavillon E.

Environ 232 chambres d'hospitalisation de chirurgie et de médecine et 32 places de dialyse seront ainsi regroupées dans le pavillon E et 101 chambres (indicatif à ce stade) sur le pavillon F, dédiés et modernisés.

Le pavillon E est idéalement situé en face du pavillon H ouvert en 2018 (qui regroupe les plateaux techniques du bloc opératoire, d'imagerie interventionnelle et de soins critiques), lui-même connecté à l'accueil des urgences situé au pavillon N ouvert en 2023.

Il est rappelé que le concours de MOE en cours porte sur la conception et la réalisation du pavillon E et les principes de conception du pavillon F dans une même approche architecturale et urbanistique.

La réalisation des travaux du pavillon F n'est pas concernée par cette mission.

Les travaux comportent en outre :

- la réalisation de galeries
 - Au SS2 entre le pavillon H et le pavillon E
 - Au SS1, entre le pavillon H et le pavillon E
 - Au SS1, avec la reconstruction de la galerie G8
 - Au SS1, avec la liaison entre le pavillon E et la galerie G5.
- Les travaux de déconstruction partielle du pavillon E font partie également de la mission,
- La réalisation de locaux témoins (dans un autre pavillon de l'hôpital, a priori le pavillon S). Ces locaux ne sont pas encore arrêtés, il devrait s'agir de 3 à 4 locaux (une chambre, un box...)
- Les travaux d'aménagement pour l'installation du chantier et le flux des engins (dont les renforts de galerie)
- Les aménagements et interventions nécessaires sur les voiries et abords des pavillons
- Les interventions sur les installations techniques de l'hôpital pour le raccordement du pavillon E.

Le regroupement par entités médicales complémentaires, les convergences de parcours patient ou la nécessité de concentrer certaines ressources métiers ont conduit en phase programmation aux répartitions suivantes dans un pavillon E de type R+4 sur deux niveaux de sous-sol :

Niveau	Nombre de chambres et lits	Activités/ Spécialités
--------	----------------------------	------------------------

R+4	56 chambres (56 à 60 lits)	Médecine interne et toxidermie
R+3	56 chambres (56 à 60 lits)	Chirurgie digestive et urologie
R+2	56 chambres (56 à 60 lits)	Orthopédie, chirurgie réparatrice et chirurgie vasculaire
R+1	64 chambres (64 à 68 lits)	Soins intensifs, transplantation, néphrologie, rhumatologie
RDC	Hall, 32 postes de dialyse, plateau d'éducation thérapeutique et de rééducation, soins de support, tertiaire	
R-1	Vestiaires, fonctions supports, locaux techniques, galerie de liaison	
R-2	Stationnement environ 110 places voitures et 50 places vélo environ et connexion avec le stationnement du pavillon H et préparation de la future connexion avec le stationnement du pavillon F	

Le projet étant en phase de concours de MOE, les réponses des équipes peuvent apporter des répartitions différentes.

Les surfaces programmées pour le pavillon E sont d'environ 11 000 m² de surfaces utiles (hors parking, locaux techniques et circulations générales) et 21 400 m² dans œuvre (y compris parking).

La surface programmée pour le pavillon F est d'environ 11 600 m² dans œuvre (y compris parking).

Les principaux travaux de dévoiement des réseaux de la galerie G8 à démolir font l'objet d'une opération de travaux préalable.

L'allotissement n'est pas encore défini. Il est cependant à prévoir un allotissement compris entre 10 et 15 lots.

La note jointe « 210359_CSPS_Note de présentation du projet » apporte plus de détails sur le projet.

également dans d'autres textes codifiés (notamment le code de la route, code de l'urbanisme, code de la construction et de l'habitation,...), ainsi que dans des textes non codifiés (notamment le décret n° 47-1592, le décret n° 65-48, le décret n° 88-1056, ...).

Les principes de prévention particuliers concernant l'hygiène et la sécurité définis par le directeur de l'établissement sont également à prendre en compte.

3.2 - PHASE CONCEPTION

3.2.1 Plan Général de Coordination (P.G.C.)

Le coordonnateur sécurité élabore le plan général de coordination prévu à l'article L 4232-8 du Code du travail.

Le plan général de coordination (P.G.C.) définit :

- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par la maîtrise d'œuvre en coordination avec le chef d'établissement ;
- les mesures de coordination en matière de sécurité et de santé :
 - ✓ les modalités de vérification des ouvrages provisoires par les entreprises qui en ont la responsabilité ;
 - ✓ les conditions de manutention (appareils de levage) ;
 - ✓ la délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux ;
 - ✓ l'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale ;
 - ✓ les mesures visant à régir les interactions sur le site (personnels, malades, fonctionnement, réseaux,...) ;
 - ✓ les sujétions découlant des interférences avec l'extérieur (public, visiteurs, réseaux publics, ...) ;
 - ✓ les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
 - ✓ les consignes pour les secours et l'évacuation des personnels ;
 - ✓ les modalités de coopération entre entreprises ;
 - ✓ les modalités du contrôle d'accès au chantier.

Le plan général de coordination (P.G.C.) sera notifié par l'ingénieur conducteur d'opération au maître d'œuvre et au contrôleur technique de cette opération.

Le plan général de coordination (P.G.C.) est établi en un exemplaire papier et un sur support numérique, diffusés à la Direction des Affaires Techniques des Hospices Civils de Lyon (49, rue Villon - CS 98297 - 69373 LYON CEDEX 08).

3.2.2 Autres prestations dues par le coordonnateur sécurité en phase conception

Les documents de conception que le coordonnateur sécurité doit examiner au titre de sa mission sont ceux produits par la maîtrise d'œuvre aux stades suivants :

	Nombre de dossiers Pour le pavillon E	Nombre de dossiers Pour le pavillon F
<ul style="list-style-type: none">Phase concours - Esquisse* Il s'agit de dossiers communs pour les pavillons E et F <p>Ces documents sont d'ores et déjà disponibles et seront à analyser au démarrage de la mission.</p>	4	4
<ul style="list-style-type: none">Etudes d'avant-projet sommaire Il s'agit de dossiers communs pour les pavillons E et F	1	1
<ul style="list-style-type: none">Etudes d'avant-projet détaillé	1	Non concerné
<ul style="list-style-type: none">Etudes de projet *	1	Non concerné
<ul style="list-style-type: none">Notice d'organisation de chantier	1	Non concerné

* lorsqu'en phase d'étude, l'opération subit des ajustements, la prestation intègre ces ajustements.

Pour chaque chantier, le coordonnateur sécurité ouvre le registre journal de la coordination.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées. Le coordonnateur sécurité y consigne, dans leur ordre chronologique, tous les événements liés à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs et les fait viser par les intéressés : maîtrise d'œuvre, entreprises de travaux et y compris tous les sous-traitants concernés le cas échéant. Ce cahier est complété par les annexes auxquelles il est fait référence.

Au plus tard à la fin de chaque mois ou dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur sécurité transmet au maître de l'ouvrage, au maître d'œuvre et aux entreprises de travaux les compléments apportés au registre journal depuis le dernier envoi.

En phase conception, sont consignés au registre journal :

- tous les avis, observations ou notifications que le coordonnateur sécurité juge nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'études et les suites qui leur sont données.

A chaque phase d'études (études d'avant-projet sommaire, études d'avant-projet détaillé et études de projet), le coordonnateur sécurité établit la synthèse de ses remarques sous forme de rapport faisant dans la mesure du possible référence à la réglementation. Le rapport particulier de la phase études de projet correspondant à la fin des études doit comporter une synthèse de l'évolution des mesures de coordination en matière de sécurité et de santé.

Un **rapport** particulier est effectué sur la **notice d'organisation générale du chantier** établie par la maîtrise d'œuvre.

Ces quatre rapports sur les éléments d'études (études d'avant-projet sommaire, études d'avant-projet détaillé, études de projet et notice d'organisation générale du chantier) sont tirés en un exemplaire, (+ fichier informatique) diffusé à la Direction des Affaires Techniques des Hospices Civils de Lyon (49, rue Villon – CS 98297 - 69373 LYON CEDEX 08).

Le coordonnateur sécurité s'assure que les sujétions déjà définies par la maîtrise d'œuvre et les entreprises de travaux et afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, respectent les contraintes de sécurité des travailleurs du chantier et du public. Le coordonnateur sécurité établit un rapport exprimant son avis sur l'ensemble de ces points.

Vis-à-vis des activités extérieures au chantier (riverains, personnel, malades, visiteurs,...), le coordonnateur sécurité veille à la préservation de la sécurité et de la santé du public vis-à-vis de la présence de ce chantier. Le coordonnateur sécurité définit, notamment en dehors des limites strictes du chantier, la matérialisation des zones qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le public. Le coordonnateur sécurité précise, de même en concertation avec le maître d'œuvre et les entreprises de travaux, les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux. Le coordonnateur sécurité définit les moyens mis en œuvre en matière d'installations sanitaires, vestiaires, restauration.

Le coordonnateur sécurité définit les dispositions afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.

Le coordonnateur sécurité élabore le **projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail** (C.I.S.S.C.T.), conformément au décret n° 95.543 du 4 mai 1995. Celui-ci sera notifié par l'ingénieur conducteur d'opération à la maîtrise d'œuvre, au contrôleur technique et aux entreprises de travaux.

Le projet de règlement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.), est établi en quatre exemplaires dont un (+ fichier informatique) est diffusé à la Direction des Affaires Techniques des Hospices Civils de Lyon (49, rue Villon - CS 98297 - 69373 LYON CEDEX 08).

Le coordonnateur sécurité constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.).

Le D.I.U., dont le cadre est défini par l'article L 4532-16 du code du travail, rassemble les mesures à prendre de manière à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Il précise en particulier, à titre d'exemple, les dispositions prises :

- pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture ;
- pour l'accès en couverture, et notamment :
 - ✓ les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;
 - ✓ les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;
 - ✓ les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;
- pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, et notamment pour :

- ✓ le ravalement des halls de grande hauteur ;
- ✓ l'accès aux cabines d'ascenseurs ;
- ✓ l'accès aux canalisations en galerie technique ou en vide sanitaire.

Il indique en outre, lorsqu'ils ont été aménagés à cet effet, les locaux techniques de nettoyage et les locaux sanitaires pouvant être mis à disposition du personnel chargé des travaux d'entretien.

Pour mener au mieux cette mission, le CSPS collabore dès la conception avec le MOE afin de faciliter et de sécuriser au maximum les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Les documents finaux sont à remettre au plus tard un mois avant la réception du bâtiment.

3.3 - PHASE PREPARATOIRE DU CHANTIER

Pendant la phase préparatoire de chaque chantier, le coordonnateur sécurité doit les prestations suivantes :

- Transmission du plan général de coordination (P.G.C.) à tous les intervenants ;
 - Adaptation du plan général de coordination (P.G.C.) à l'installation de chantier proposée par les entreprises de travaux, et acceptée par la maîtrise d'œuvre. Harmonisation du plan général de coordination (P.G.C.) en fonction des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) visés ;
 - Suivi du registre journal de la coordination ;
- Parmi les événements à consigner sur ce registre journal durant la phase préparatoire du chantier, on trouvera notamment :
- ✓ L'arrivée des sous-traitants au fur et à mesure de leur acceptation par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre ;
 - ✓ la remise d'un plan particulier de sécurité et de santé ;
 - ✓ l'arrêt d'un poste de travail ;
 - ✓ la tenue d'une réunion sur le site ;
 - ✓ les références des comptes rendus de visite de chantier du coordonnateur ainsi que la suite donnée ;
 - ✓ le plan général de coordination (P.G.C.) et ses additifs ;
 - ✓ les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) et leurs additifs ;
 - ✓ les différents comptes rendus de visite du coordonnateur ;
 - ✓ les procès-verbaux des inspections communes faites avec chaque entreprise ;
 - ✓ les comptes rendus de réunions ;
 - ✓ d'une manière générale le coordonnateur sécurité consignera systématiquement ses visites dans le registre-journal.
- Suivant l'article R 4532-58 du code du travail, collecte des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) de l'ensemble des entreprises présentes sur le site. Celles-ci devront obtenir l'aval du coordonnateur sécurité qui visera le document accepté et formulera ses remarques par écrit ;
 - Diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) des entreprises de gros œuvre aux autres entreprises appelées à intervenir sur le site ;
 - Le coordonnateur sécurité procède, avec les entreprises de travaux (y compris les entreprises sous-traitantes), préalablement à l'intervention de celle-ci, à une **inspection commune** aux fins de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise doit réaliser, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prévues pour l'ensemble de l'opération ;
Le coordonnateur sécurité doit en informer préalablement la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage qui pourront participer aux visites d'inspection ;
Cette inspection commune fait l'objet d'un procès-verbal écrit, signé par le coordonnateur sécurité et le représentant de l'entreprise, et référencé au registre-journal ;
Ce procès-verbal est adressé au maître d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ;
Au cours de cette inspection commune, l'entreprise transmet les informations préalables au coordonnateur sécurité :
 - ✓ nom et adresse de l'entreprise ;
 - ✓ date approximative d'intervention sur le chantier ;
 - ✓ durée des travaux ;
 - ✓ effectif prévisible sur le chantier ;
 - ✓ nature des travaux sous-traités et identification des sous-traitants ;
 - ✓ consignes particulières de sécurité à observer par les autres intervenants.

3.4 - PHASE REALISATION

Interlocuteur privilégié du chantier en matière de sécurité et de santé des travailleurs, le coordonnateur sécurité exerce sa mission en concertation avec l'ingénieur conducteur d'opération, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux.

Le coordonnateur sécurité veille à la mise en œuvre effective des principes généraux de prévention conformément au code du travail, et à l'application correcte des mesures de coordination définies dans le plan général de coordination (P.G.C.).

Le coordonnateur sécurité organise, entre les différentes entreprises présentes ou non ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, leur information mutuelle et l'échange, entre elles, des consignes en matière de sécurité. La coordination ainsi préconisée par le coordonnateur doit être définie en concertation avec l'ingénieur conducteur d'opération, le maître d'œuvre et les entreprises de travaux.

Au regard du planning, des plans d'exécution, du plan d'installation, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), le coordonnateur sécurité établit la synthèse de la co-activité propre à l'opération, et y note dispositifs, consignes, moyens mis en commun, contraintes particulières, qu'il a pris ou préconisés ou notés.

Des outils d'une meilleure gestion de la co-activité peuvent être utilisés sous réserve d'être approuvés préalablement par la maîtrise d'œuvre.

Le coordonnateur sécurité veille à ce que les dispositions (prévues au plan général de coordination) afin que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier soient bien appliquées.

Le coordonnateur sécurité tient à jour, adapte le plan général de coordination (P.G.C.), et veille à son application. Le plan général de coordination doit être conservé sur le chantier et pouvoir être consulté par les représentants des salariés et les membres du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.).

Le coordonnateur sécurité organise et préside le collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (C.I.S.S.C.T.), conformément au décret n° 95.543 du 4 mai 1995.

Les frais de fonctionnement du C.I.S.S.C.T., et en particulier les frais de secrétariat, sont à la charge du coordonnateur sécurité.

Le coordonnateur sécurité veille à l'efficacité de ce collège, notamment en organisant ce collège sous forme de commissions plus restreintes et correspondant à un découpage géographique des travaux.

Le coordonnateur sécurité procède à des inspections de chantier pour veiller :

- à l'application, par chaque entreprise, des dispositions prévues dans son marché et dans son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) ;
- au respect des règles de sécurité définies par la réglementation en la matière ou dans le plan général de coordination ;
- à la mise en œuvre des dispositions retenues par le C.I.S.S.C.T.

Chacune de ces inspections fait l'objet d'une inscription au registre journal.

D'une manière générale, le coordonnateur sécurité consigne au registre journal l'ensemble des comptes rendus des inspections communes visés par les entreprises concernées, l'ensemble des consignes et observations visées par les personnes concernées, l'ensemble de ses visites sur le chantier.

Le coordonnateur sécurité établit les statistiques mensuelles d'accidents de travail.

Il analyse les rapports d'accidents établis par les entreprises en vue de proposer toute mesure visant à éviter qu'ils ne se reproduisent.

Il examine les mesures envisagées pour satisfaire aux demandes des organismes officiels.

Le coordonnateur sécurité veille à la sécurité permanente du public et des activités à proximité desquelles est implanté le chantier. Il représente le maître d'ouvrage dans les réunions éventuellement organisées sur ce thème avec les partenaires publics (Mairie, Police nationale, Pompiers, Inspection du travail, ...).

Le coordonnateur sécurité complète le dossier d'intervention ultérieure (D.I.U.) au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

3.5 - PHASE « ANNEE DE PARFAIT ACHEVEMENT »

Au plus tard un mois avant la fin de chaque délai de garantie parfait achèvement (G.P.A.), le coordonnateur sécurité remet au maître d'ouvrage, en trois exemplaires, le dossier d'intervention ultérieure (D.I.U.) définatif pour la zone concernée. Cette transmission fait l'objet d'un bordereau d'envoi.

A chaque intervention d'entreprise (levée de réserves, remise en état, réparation, ...), le coordonnateur sécurité en assure la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment vis-à-vis des utilisateurs et usagers de l'ouvrage.

ARTICLE 4 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU COORDONNATEUR

4.1 - MOYENS MATERIELS

Outre la rémunération prévue à l'acte d'engagement (ou équivalent) permettant au coordonnateur sécurité d'assurer complètement sa mission dans de bonnes conditions, le maître d'ouvrage met à sa disposition :

- un bureau qu'il partage avec la maîtrise d'œuvre sur le site du chantier, depuis la fin de la période de préparation du chantier jusqu'à la réception des travaux ;
- un exemplaire du D.I.U. s'il a été établi précédemment (exemplaire dématérialisé) ;
- Le programme technique détaillé de l'opération (exemplaire dématérialisé) ;
- à chaque phase des études de conception, avant approbation, un exemplaire des documents d'études (exemplaire dématérialisé avec accès à la GED) ;
- un exemplaire complet des marchés de travaux (exemplaire dématérialisé) dont les CCAP précisant les pénalités applicables aux entreprises ;
- un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) dès qu'il est établi (exemplaire dématérialisé) ;
- un exemplaire de tous les comptes rendus des réunions de chantier qui lui sont adressés dans le cadre de la diffusion générale (exemplaire dématérialisé).

Procédures de transmission des documents et informations

Le coordonnateur sécurité devient un des acteurs du projet sur le système de gestion électronique de données (GED) mis en œuvre par le maître d'œuvre ou une entreprise de travaux (non défini à ce stade), depuis la réalisation des études jusqu'à la livraison des DOE, pour faciliter, structurer et sécuriser la circulation des documents.

4.2 - MOYENS ADMINISTRATIFS

En préambule, il est précisé que toute intervention du coordonnateur sécurité peut se faire directement auprès d'un autre intervenant (entreprises de travaux, maîtrise d'œuvre, OPC, BET, bureau de contrôle, etc.) à la seule condition que le maître d'ouvrage soit destinataire de la copie des éléments échangés entre eux, et/ou informé (sur-le-champ, en cas d'extrême gravité).

Dans l'accomplissement de sa mission le coordonnateur sécurité doit respecter la gradation des phases décrites ci-après :

a) (Phase 1) Procédure amiable

La mission première du coordonnateur sécurité est d'établir un climat propice à l'ouverture d'esprit et à la réceptivité aux problèmes touchant à la sécurité et la santé de l'ensemble des participants de l'opération.

Le coordonnateur sécurité doit informer, sensibiliser, expliquer sa mission, son rôle et les nouvelles obligations, notamment auprès des entreprises et de l'ensemble des acteurs de la profession, du chef d'entreprise au manœuvre.

Le coordonnateur sécurité doit donc avant toute action coercitive informer les entreprises sur les erreurs en matière de sécurité :

- sur site (au chef de chantier ou à la personne concernée) ;
- à l'occasion des réunions ordinaires (réunion de chantier ou de collège) ;
- ou à l'occasion d'une réunion extraordinaire déclenchée à cet effet ;

- ou par courrier simple ou recommandé à l'entreprise défaillante (avec mention sur le registre journal).

b) (Phase 2) Si ses remarques ou ses dispositions ne sont pas suivies d'effet, le coordonnateur sécurité demande à(aux) l'entreprise(s) de travaux concernée(s) l'application de la procédure de l'article 31.4 du C.C.A.G. (marchés publics de travaux) relatif à la sécurité et l'hygiène des chantiers rappelé ci-après, ainsi que les dérogations ou compléments figurant le cas échéant au C.C.A.P. du marché de l'entreprise de travaux

31.4. Sécurité et hygiène du chantier et mesures d'ordre.

31.4.1. Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il assure notamment l'éclairage et le gardiennage de son chantier ainsi que sa signalisation tant intérieure qu'extérieure. Il assure également, en tant que de besoin, la clôture de ses chantiers. Il prend toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée. Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication, doivent être protégés par des garde-corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié ; ils doivent être éclairés et, au besoin, gardés.

31.4.2. Le titulaire prend les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel, notamment par l'établissement des réseaux de voirie, d'alimentation en eau potable et d'assainissement, si l'importance des chantiers le justifie.

31.4.3. Toutes les mesures d'ordre, de sécurité et d'hygiène prescrites ci-dessus sont à la charge du titulaire.

31.4.4. En cas d'inobservation par le titulaire des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le maître d'œuvre peut prendre aux frais du titulaire les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures sont prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du maître d'œuvre ne dégage pas la responsabilité du titulaire.

31.4.5. L'assistant technique au maître de l'ouvrage informe le titulaire de tout dysfonctionnement occasionné par le personnel intervenant sur le chantier et entravant le bon déroulement de celui-ci.

Il appartient au titulaire de prendre toute disposition utile pour remédier au dysfonctionnement constaté.

c) (Phase 3) Cas de danger grave et imminent (mesures d'extrême urgence)

Nota : la notion juridique de danger grave et imminent (défaut de protection contre les risques de chutes en hauteur et absence des dispositifs de nature à éviter les risques d'ensevelissement) est étendue et laissée à l'appréciation du coordonnateur sécurité.

En cas de danger grave et imminent, le coordonnateur sécurité a autorité pour faire arrêter sur-le-champ les travaux de la (ou des) entreprise(s) concernée(s) dans la (ou les) zone(s) jugée(s) dangereuse(s), ou de simplement faire arrêter la tâche dangereuse, ou enfin de faire délimiter ou condamner une zone jugée dangereuse pour tous.

Le coordonnateur sécurité prévient immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de manière à faire appliquer le plus rapidement possible l'ensemble des procédures administratives et réglementaires, et à convoquer dans les 24 heures, sur place, les intervenants concernés, qui sont informés immédiatement des mesures prises en extrême urgence par le coordonnateur sécurité.

La notification de cet arrêt est consignée au registre journal. Le registre journal doit être signé par le représentant de l'entreprise de travaux, le plus élevé dans l'ordre hiérarchique, présent sur le chantier.

La reprise du travail de ce poste ne peut avoir lieu qu'après mise en place des mesures de sécurité indispensables. Cette notification de reprise est également inscrite au registre journal.

En cas de refus d'obtempérer à la notification d'arrêt du poste de travail, le coordonnateur sécurité en réfère immédiatement au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre afin que ceux-ci prennent toutes les mesures appropriées.

ARTICLE 5 - MODALITES DE LA PRESENCE DU COORDONNATEUR

Les modalités minimales de la présence du coordonnateur sécurité sur le chantier sont celles **qu'il a jugées suffisantes afin de permettre le bon déroulement de sa mission** et l'exercice de sa responsabilité.

Il est toutefois précisé que le coordonnateur sécurité doit :

ASSISTER systématiquement aux réunions de chantier hebdomadaires dans le cadre desquelles un point rapide, mais précis est fait des questions relatives à la sécurité et à la protection de la santé, et ce au démarrage de la réunion, et en présence des intervenants concernés, préalablement désignés aux entreprises de travaux et à la maîtrise d'œuvre ;

ASSISTER systématiquement aux réunions du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, dont il assure la présidence ;

ASSISTER aux réunions d'études avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises de travaux lorsque les aspects de sécurité et de protection de la santé sont abordés (chantier et utilisation ultérieure) ;

ASSISTER aux réunions (pour lesquelles il est explicitement convoqué) abordant les aspects de sécurité et de protection de la santé en présence du directeur d'établissement et du personnel de l'établissement concerné par la réalisation des travaux ;

EFFECTUER des visites et contrôles inopinés (une visite par semaine au minimum) sur chaque chantier afin de veiller au respect des règles et de détecter d'éventuelles situations dangereuses au point de vue de la sécurité et de la protection de la santé, ces visites et contrôles étant consignés sur le registre journal ;


ETRE PRESENT sur le site autant que le nécessitera la bonne exécution de sa mission, en particulier au cours de certaines phases du chantier particulièrement délicates pour la sécurité et la protection de la santé ;

ETRE PRESENT aux inspections communes préalables avec les entreprises ;

RESTER EN LIAISON avec les représentants permanents sur le chantier des entreprises de travaux ;

Faire organiser par la maîtrise d'œuvre des réunions spécifiques hors réunion de chantier entre intervenants concernés sur un problème de sécurité bien déterminé.

ANNEXE 1 – SYSTEME DE GESTION ELECTRONIQUE DE DONNEES

DIRECTION GENERALE 3 Quai des Célestins 69 002 LYON		DIRECTION DES AFFAIRES TECHNIQUES DIT 49 Rue Villon 69 008 LYON			
GROUPEMENT HOSPITALIER CENTRE HOPITAL EDOUARD HERRIOT					
OPERATION N° 210359 CONSTRUCTION ET RESTAURATION DE PLATEAUX D'HOSPITALISATION PAVILLONS E & F					
SYSTEME DE GESTION ELECTRONIQUE DE DONNEES					
Annexe au CCAP					
ESQ	APS	APD	PRO	DCE	MARCHE
Maître d'ouvrage : HCL – DG 3, quai des Célestins 69 002 LYON tél. : 04 72 11 70 07		Maîtrise d'œuvre : Bureau de contrôle : tél. :		Entreprises de travaux : tél. : Coordonnateur S.P.S. : tél. :	
INDICE		MODIFICATIONS			Date : JUILLET 2025

1 GESTION ELECTRONIQUE DES DONNEES

1.1 OBJET

Pour faciliter, structurer et sécuriser la circulation des documents liés à la réalisation des travaux, un système de Gestion Electronique de Données (GED) sera le cas échéant mis en place par le maître d'œuvre ou une entreprise de travaux (non défini à ce stade).

Le système retenu sera au choix de l'ingénieur conducteur d'opération.

Tous les acteurs du projet devront l'utiliser pour toutes les fonctions qui leur seront demandées par la maîtrise d'ouvrage.

Le présent document synthétise le cadre de fonctionnement de la GED au sein du projet.

La présente convention pourra faire l'objet d'adaptations et de révisions successives pour préciser la mise en place du système, et auxquelles les intervenants devront se conformer sans répercussions de quelque nature que ce soit sur les conditions d'exécution de leur marché.

1.2 OBLIGATION CONTRACTUELLE

Le titulaire du marché aura des obligations contractuelles quant à l'utilisation de la GED.

Il devra :

- utiliser un système compatible avec les postes HCL,
- présenter l'utilisation du système de GED retenu par l'entreprise aux participants,
- respecter les circuits de diffusion et de validation mis en place par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage,
- déposer tous ses documents d'exécution et de synthèse (plans, coupes, maquettes, comptes rendus ...)
- donner des droits d'accès en écriture pour les remarques.

En outre, le titulaire du marché aura la responsabilité de toutes les actions qu'il mènera au travers de la GED.

Il sera responsable :

- de la confidentialité des accès,
- du contenu technique des documents qu'il déposera,
- de la qualité informatique des fichiers particulièrement en matière de respect des chartes graphiques et des nomenclatures,
- du respect des formats de production des documents informatiques.

1.3 CONFIGURATION MINIMALE

Les utilisateurs ont accès à toutes les fonctions de l'outil (installation, dépôt, téléchargement, visualisation, pré visualisation, administration...).

Ce type de solution comprend une connexion à une application (durée illimitée), nombre d'installation illimité, Aucune gestion de licence n'est nécessaire, il n'y a pas de limitation du nombre et de la taille des fichiers.

Il autorise un accès complet à la solution, c'est-à-dire que l'on peut faire absolument tout ce que l'outil permet selon les droits accordés.

Aucune licence à acheter.

1.4 LISTE DES ACTEURS DU PROJET SUR LE SYSTEME DE LA GED

Les acteurs du projet seront (ou pourront être) les suivants :

- Le maître d'ouvrage.
- Le maître d'œuvre.
- Le bureau de contrôle.
- Le CSPS.
- Les entreprises de travaux.

1.5 LISTE DES DOCUMENTS GERES PAR LE SYSTEME GED

D'une manière générale tous les documents graphiques nécessaires à la bonne réalisation du chantier devront être déposés sur la GED.

Le système de GED peut notamment intégrer les documents issus des phases suivantes :

- Les dossiers d'exécution.

- Les documents de synthèse,

NOTA : il est précisé que la diffusion des documents d'exécution sur la GED ne dispense pas de la diffusion « papier » pour visa.